



GTF/MN/SC

La note est déjà réglée !

Depuis la minute de novembre 2002, les salariés de Paris Diffusion Presse, aujourd'hui Société Presse Paris Services (SPPS) ont tranché à deux reprises lors des élections professionnelles la question de la représentation CGT au sein de leur entreprise. Pour eux comme pour les adhérents ouvriers et employés de la CGT à l'entreprise, seul le SGLCE – avec sa section syndicale des Messageries – est représentatif et porteur de leurs revendications. Cette confiance dans le SGLCE a, semble-t-il, un profond goût d'amertume à ceux qui n'ont pas été capables d'entendre et de prendre en compte les revendications des salariés de SPPS.

De fait, aujourd'hui, les représentants déçus du « *syndicat* » SPPS CGT ne sont pas représentatifs au sein du personnel de l'entreprise. En réalité, ils n'existent plus que par la domiciliation de leur « *syndicat* » au 105 chemin des Vignes à Bobigny, siège d'un établissement de la société SPPS où ils ne disposent même pas d'une boîte aux lettres.

Absent de l'entreprise, SPPS CGT n'occupe dorénavant la scène syndicale qu'à la rubrique des affaires judiciaires. En effet, ces dernières semaines, SPPS CGT s'est montré très actif sur ce terrain en faisant exécuter par huissiers des commandements aux fins de saisie/vente à l'encontre des biens du SGLCE et de notre camarade André THIERRY, élu CGT au Comité d'entreprise du SPPS.

Nul ne peut accepter ni soutenir de telles pratiques.

Dans les faits, des huissiers se sont rendus les 14 et 28 février 2007 respectivement au siège du SGLCE et au domicile d'André THIERRY, à la demande de SPPS CGT, afin d'y faire exécuter un arrêt de la Cour d'appel de Paris nous condamnant solidairement à 1 523,81 €. Pour rappel, après la reconnaissance par la FILPAC de ce syndicat SPPS, ce jugement faisait suite à une double désignation de représentants syndicaux au CHSCT le 7 juillet 2004.

Depuis cette date, les adhérents du SGLCE salariés de SPPS, d'une part, et la justice par décision du tribunal de grande Instance du 23 juin 2006, d'autre part, ont définitivement tranché la question de la représentativité du SGLCE et de la CGT à SPPS en notre faveur.

Aussi, aujourd'hui, face aux pratiques du SPPS CGT qui renverse les valeurs fondamentales de la CGT, le mécontentement est à son comble. Il est en effet inacceptable qu'un « *syndicat* » affilié à la FILPAC CGT sans représentativité légale reconnue ni présence à l'entreprise s'acharne contre un élu CGT porteur des suffrages des salariés de SPPS.

.../...

Que pour la forme, SPPS CGT, à l'appui d'une décision de justice du 8 mars 2006, vienne rançonner le SGLCE, on peut le comprendre de la part de représentants qui ne représentent plus qu'eux-mêmes. Par contre, qu'un véritable élu du personnel, reconnu dans son mandat de délégué CGT, soit mis en cause et victime de l'irresponsabilité des dirigeants de SPPS CGT – fraîchement mandaté par la FILPAC – est une grave atteinte aux valeurs de notre organisation syndicale. Elle restera dans la mémoire des syndicalistes CGT de la Communication écrite comme un dévoiement extrêmement préjudiciable au syndicalisme en général et à la CGT en particulier.

Aussi, le SGLCE demande à ses sections syndicales d'informer l'ensemble des adhérents de la CGT des entreprises du secteur de la Communication de la situation endurée par André THIERRY et d'adresser des motions de soutien à notre camarade.

Enfin, le SGLCE rappelle que dans cette affaire, il a déjà répondu à la demande du *syndicat* SPPS CGT en réglant la somme aujourd'hui réclamée à André THIERRY. Il n'est donc plus nécessaire d'envoyer les huissiers saisir et vendre les biens d'un élu CGT, militant syndical engagé, car la note a déjà été réglée.

Devant cette situation, les représentants de SPPS CGT s'honoreraient, par-delà leur déception, à recouvrer les principes fondamentaux du syndicalisme et les valeurs de la CGT : celles de la démocratie, de la solidarité et de la justice.

Pour sa part, le SGLCE continuera, comme il l'a toujours fait, à agir pour le rassemblement et la défense des intérêts de tous les salariés de la Communication, à SPPS comme dans les sièges éditoriaux, les imprimeries et le secteur de la distribution.

Paris, le 7 mars 2007